



Pole Institute

Institut Interculturel dans la Région des Grands Lacs

RAPPORT DE L'UNIVERSITE DES GRANDES VACANCES ORGANISEE PAR POLE
INSTITUTE A GOMA, DU 19 AU 22 SEPTEMBRE 2022



Par Muhamed Abdoul- Masilya Fabien ¹

Rapporteur de la Session

¹ Chercheur à Pole Institute

Introduction

Dans ses activités de capacitation, Pole Institute met à la disposition des jeunes de la région des Grands-Lacs, différentes formations pour leur renforcement des capacités dans les domaines politiques, économiques et culturels. Ces activités s'organisent sous différents formats dont l'Université alternative et l'Université des grandes vacances.

D'une part, l'Université alternative constitue un rendez-vous hebdomadaire des jeunes habitant la ville de Goma, avec au menu : les formations, échanges et réflexions sur différentes thématiques aussi bien politiques, économiques que culturelles. De l'autre, l'Université des grandes vacances constitue, un rendez-vous annuel des jeunes élargi aux Etats de la Région des Grands-Lacs et sur d'autres provinces de la RDC.

Pour rester fidèle à cette coutume annuelle, l'Institut interculturel dans la Région des Grands-Lacs, Pole Institute, a organisé une session ayant tourné autour du thème : « ***l'engagement politique des jeunes de la Région des Grands-lacs africains : enjeux et perspectives*** ». Ce grand rendez-vous de l'année 2022 a eu pour objectif d'éveiller de nouvelles vocations pour l'engagement politique des jeunes de la Région des Grands Lacs Africains ; stimuler la culture et la conscience politiques des jeunes, créer un cadre de dialogue permanent entre jeunes autour des thèmes politiques émergents et nécessaires à la construction de la paix et du vivre-ensemble.

Organisée à Goma dans la salle Michel Séguier de Pole Institute, cette session s'est étalée sur 4 jours consécutifs soit du 19 au 22 septembre 2022. Elle a rassemblé 47 jeunes (dont 23 filles et 24 garçons) venus de Goma, Masisi et Beni (au Nord Kivu), des villes de Bukavu (au Sud-Kivu) et Lubumbashi (Haut-Katanga) et ceux du Burundi et du Rwanda. En virtuel, cette session a connu la participation d'une moyenne journalière de 20 jeunes de Kinshasa, Bunia, Beni, Lubumbashi et Goma. Dans l'extension de son auditoire, elle était aussi retransmise en direct sur la chaîne YouTube de Pole Institute.

En outre, Il sied de souligner qu'au cours de cette université, deux débats citoyens ont été organisés et diffusés en direct sur la radio Pole FM.

Le présent compte-rendu constitue ainsi un aperçu sur les grands moments de cette session 2022 de l'Université des grandes vacances.

1.

Première journée de l'Université des Grandes Vacances

La journée du 19 septembre 2022 s'est ouverte par une cérémonie de lancement animée par l'allocution du Coordinateur *ad intérim* de l'institut, en la personne de M. Léopold Rutinirwa Muliro. Cette allocution a été précédée d'orientations pratiques présentées par la modératrice, Gina Mulumba.

Allocution d'ouverture : Léopold Rutinirwa Muliro

Dans ses propos, l'occasion a été pour le Coordinateur *a.i.* de Pole Institute de rappeler aux participants l'importance des activités de l'Université des Grandes Vacances, session 2022. Cette session, a-t-il souligné, vise à conduire la jeunesse de la région des Grands-Lacs à réfléchir sur son rôle dans l'élan politique tant nécessaire à leur région. L'activité a été présentée comme étant un espace d'échanges entre jeunes et d'autres acteurs sur les enjeux et défis de la région des Grands-Lacs et qui en appelleraient à l'éveil urgent de la conscience politique collective.

Code de conduite partagé.

La discipline et le respect mutuel ont été la base sur laquelle s'est architecturé le déroulement général des activités. Un code de conduite a été défini :

- La mise des téléphones sous mode silencieux ou sous vibration ;
- L'interdiction des sorties et mouvements intempestifs ;
- La demande préalable de la parole avant toute intervention pour éviter les chahuts ;
- La tolérance et le respect de la diversité ;
- Le respect du temps imparti aussi bien aux interventions qu'aux différentes pauses.

A la suite de cet exercice, tous les participants (aussi bien en présentiel qu'en ligne sur zoom) ont procédé à la présentation individuelle, dans leur diversité pour une familiarisation mutuelle.

Première présentation : Participation citoyenne et responsabilité sociale dans la région des Grands-Lacs.

Professeur Phidias A. Senge Milemba, formateur des jeunes à l'Université Alternative de Pole Institute.



1 Le Prof. Phidias A. Senge Milemba en pleine présentation de sa thématique

1. Participation citoyenne, quid ?

Celle-ci se définit comme « un processus d'engagement obligatoire ou volontaire des personnes ordinaires, agissant seules ou au sein d'une organisation, en vue d'influer sur une décision portant sur des choix significatifs qui toucheront leur communauté » (André, 2012).

La participation citoyenne est donc une stratégie qui permet aux citoyens des Etats des Grands-Lacs africains de s'associer à la prise de décision et d'influencer le processus de prise de décision (politique, administrative, etc.). C'est une puissance d'être, un pouvoir de transformation sociale et un moyen susceptible d'engendrer une réforme sociale significative dans les Etats des Grands-Lacs Africains (santé, éducation, route, etc.). C'est aussi le pouvoir du citoyen (sur lui-même, sur les élus, sur les mandataires publics, sur les fonctionnaires). Par conséquent, dans une société où la participation citoyenne n'existe pas, il ne peut se développer une réelle démocratie, car le pouvoir prendra toutes les décisions en se passant des aspirations des citoyens.

La participation citoyenne renforce ainsi la souveraineté du peuple, étant donné qu'elle oblige le gouvernement à prendre des décisions efficaces, rationnelles, dans l'intérêt du citoyen, à tenir informée la population des décisions et actions en sa faveur. En outre, elle s'assure que les leaders élus n'abusent pas de leurs pouvoirs et impliquent les citoyens dans la gestion de la chose publique.

2. Outils de participation citoyenne

Parmi les outils de la participation citoyenne, il a été cité :

- Les élections ;
- La participation des citoyens à l'élaboration des politiques ;
- La budgétisation participative ;
- Le suivi des dépenses publiques ;
- Le suivi par les citoyens de la prestation des services publics ;
- Les commissions consultatives des citoyens ;
- Les campagnes de revendication et la création des groupes de pression.

3. *De l'esprit citoyen*

La participation citoyenne exige un esprit citoyen, qui renvoie aux pratiques sociopolitiques saines pour soutenir, contester ou combattre un pouvoir, celles qui ne causent pas de pollution sociale ; celles qui ne posent de risques sociopolitiques à regretter. Il exige plutôt la responsabilité sociale par des actions qui ne mettent pas la santé de la société en danger. L'esprit citoyen est donc une force sans violence pour faire reculer la pauvreté et faire progresser la réalisation du développement.

4. *De la responsabilité sociale*

La responsabilité sociale est une obligation incombant aux détenteurs du pouvoir, de rendre compte de leurs actions ou d'en être responsables. Les élus et fonctionnaires doivent ainsi être tenus comptables de :

- Leur conduite (ils doivent respecter les règles de droits et ne pas abuser de leurs pouvoirs) ;
- Leur rendement (ils doivent être au service de l'intérêt public d'une manière efficace, efficiente et équitable).

5. *Importance de la mise en responsabilité sociale*

Elle se résume en :

- La bonne gouvernance (respect des principes de gestion, des droits, Etat actif et réactif).
- Un accroissement de l'efficacité du développement (meilleure prestation des services publics et une conception plus éclairée des politiques).
- Un renforcement des moyens d'action de certains groupes, et en particulier des pauvres.

En somme, a martelé l'orateur, tant qu'on est citoyen, il nous incombe l'obligation de nous retrouver dans le processus d'engagement politique sans être poussé mais en agissant par son propre chef.

Une détente animée par un slameur et des travaux en carrefours

Après la présentation, le jeune, Frank Amack de l'Université Alternative a égayé les participants avec un slam concourant à une prise de conscience collective face à l'inconscience politique poussant à la politique du ventre. C'est à sa suite que les participants se sont regroupés en carrefours d'échanges sur la thématique développée, grâce au questionnement ci-dessous :

- Ce que les citoyens font ?
- Pourquoi le font-ils ?
- Ce que ça change ?
- Que convient-il d'améliorer.

Les carrefours se sont composés en fonction de la diversité des jeunes participants compte tenu de la provenance (RDC, Rwanda, Burundi) et des villes et territoires congolais différents. Les jeunes

participants en ligne se sont aussi regroupés en carrefours selon la contrée à partir de laquelle ils étaient.



2 Les jeunes participants en carrefour de réflexions et échanges

Résumé des présentations en plénière

- *Ce que les citoyens font*

Il a été précisé qu'en RDC, il y a une avancée significative en termes de participation citoyenne qui se manifeste par des initiatives des mouvements citoyens, des groupes de pression et des mobilisations des jeunes au niveau national pour une quête du changement.

Au niveau régional (RDC, Rwanda, Burundi), les jeunes font montre d'un dynamisme actif dans des activités entrepreneuriales, dans les partis politiques et dans les actions promouvant la protection de l'environnement.

- *Pourquoi le font-ils ?*

Il a été noté qu'au niveau de la région, les jeunes s'illustrent par des initiatives citoyennes et des engagements politiques et communautaires pour apporter leur contribution à l'amélioration du quotidien des citoyens et au bien-être collectif. Ces actions des jeunes s'inscrivent aussi dans l'ordre de la veille citoyenne pour la redevabilité des gouvernants.

- *Ce que ça a changé ?*

A en croire les propos des jeunes, des percées significatives ont été ainsi notées à l'actif des actions des jeunes. Ce dynamisme des jeunes conduit ainsi petit à petit à un éveil de conscience dans les communautés.

- *Ce qu'il convient d'améliorer*

Cette question a servi de levier pour une imagination de l'engagement de la jeunesse au-delà de ce qui a été fait et de ce qui est en train d'être fait. Il est ressorti des exposés qu'il convient pour les jeunes de quitter l'imaginaire d'une jeunesse prise pour l'avenir de demain pour une conception de la jeunesse comme actrice du présent. En outre, il a été noté à quel point la jeunesse devra activer la pensée critique et la non-violence comme base à toutes les actions.

En somme, la première journée a été clôturée dans une atmosphère de détente animée par un Slam récité par un jeune de l'université alternative.



3 Deux jeunes en train d'exposer en plénière les résultats des réflexions de leur carrefour

2.

Deuxième journée de l'Université des Grandes Vacances

Aux fins de réchauffer l'auditoire, la deuxième journée s'est ouverte par la lecture d'un bref résumé de la journée précédente. Cette synthèse a été suivie de deux présentations de la journée et un débat citoyen entre les jeunes et deux élus provinciaux du Nord-Kivu.

Deuxième présentation : La Révolte constructrice pour un nouveau politique dans les Grands-Lacs Africains : pourquoi et comment ?

David Kalenda Mukendi , Directeur de la Radio POLE FM.



4 David Kalenda en pleine présentation de sa thématique

1. Portée sémantique

Cette présentation a eu pour préalable, le sens des mots clés de la thématique pour en assurer une bonne compréhension de l'auditoire.

a. La révolte

Ce mot a été défini comme faisant référence à :

- Une action menée par un groupe de personnes qui s'opposent ouvertement à l'autorité établie et tentent de la renverser ;
- Une attitude de quelqu'un qui refuse d'obéir, de se soumettre à une autorité, à une contrainte ;
- Un sentiment violent d'indignation, de réprobation (exprimer sa révolte contre la guerre).

b. Constructrice/Constructeur

Cet adjectif qualificatif fait référence à :

- Celui qui construit quelque chose ;
- Celui qui construit des édifices et des ouvrages d'art ;
- Celui qui réalise un mécanisme complexe et fonctionnel (une œuvre, une construction mécanique ou autre, un navire), Constructeur d'automobiles ; Constructeur de machines (R. BAZIN, Le Blé qui lève, 1907, p. 15).

c. Le renouveau

Le renouveau a été défini comme étant un nouvel épanouissement, une apparition de formes nouvelles, un retour à un état précédent après un déclin.

2. Les mythes

L'intervenant est revenu sur l'œuvre du philosophe Kä Mana qui, face à ce déclin qui est presque dans tous les pays de la Région des Grands Lacs, recommande de (re)découvrir les mythes en insistant sur ceux positifs pouvant permettre de construire des hommes-force.

Par la suite, il a été décrié un mythe négatif qui fait croire à chaque congolaise et à chaque congolais et même à certains de leurs voisins, citant Aloys Tegera : « *qu'on peut dormir pauvre le soir et se réveiller le matin fortement riche, par magie ou par enchantement, grâce à une intervention céleste, au hasard du destin ou à une relation inattendue ouvrant des portes magnifiques et bienheureuses d'un emploi fabuleusement rémunéré.* En conséquence, toute la vie congolaise est dominée par des récits sur des gens qui ont réussi de cette manière à tous les échelons de la société.

Sous cette même lancée, l'orateur a mis en exergue les idées de feu Prof. Kä Mana en revenant sur le fait qu'au cœur même de ces mythes, on développe un esprit qui ne remet jamais sérieusement en cause des autorités publiques censées être à même de donner au peuple des infrastructures saines et qui ne le font pourtant pas. On s'enferme dans l'impuissance face à une gouvernance calamiteuse. On obéit et on ne pense jamais qu'une révolte constructrice est possible pour changer la société. On s'abstient ainsi de refuser l'inacceptable et on se tourne vers des solutions miracles comme celle de s'en prendre aux biens d'autrui ou aux biens publics (lors des marches ou des journées ville morte).

Comme ce qui appartient à autrui ou à l'Etat n'appartient à personne, dans la mythologie populaire, c'est l'éthique qui s'effondre et le peuple perd le sens des valeurs, dans une corruption généralisée devenue un mode d'être et un principe de vie largement partagés, notamment en République Démocratique du Congo ou en Ouganda.

Avec un peuple ainsi livré aux récits et aux attitudes d'irresponsabilité, de la chance et de la confiance en la toute-puissance du divin, sans référence à des valeurs sociales solides, tout travail de changement doit être centré sur la lutte contre cet esprit. Mais on ne peut impulser un souffle de changement que si l'on recherche et que l'on étudie à fond tous les mythes négatifs qui dominent l'imaginaire du peuple congolais en vue d'en détruire les ressorts de fond en vue de les remplacer par des mythes positifs pouvant fertiliser en profondeur l'inconscient et le conscient mythologiques de la société.

Toutes ces irrationalités sont portées par un discours conscient ou inconscient, clairement articulé ou non, qu'il convient d'attaquer dans ses pulsations, par l'étude et la production de mythes positifs,

porteurs d'une éthique de vie, une éducation nouvelle, promotrice de valeurs de transformation sociale, de nouvelles utopies et de nouvelles espérances.

Il a été ensuite noté que le Prof. Kä Mana considère les mythes comme des récits-forces qui fécondent l'inconscient et le conscient, qui leur imposent des valeurs et des orientations de vie, positivement ou négativement. L'intervenant a ensuite demandé aux jeunes de se concentrer, comme l'a recommandé le regretté Prof. Kä Mana, sur des mythes positifs.

Comme rôle des jeunes de la Région des Grands-lacs, s'étayant toujours sur la pensée de Kä Mana, l'exposé a noté qu'il s'agit d'essayer de penser les problèmes de la région, pourquoi la région est dans l'état où elle est. Et comme il est de leur devoir, les jeunes doivent trouver des solutions, pensées et imaginées par eux-mêmes. Pour ce faire, l'éducation en est la clef de voûte.

Et de poursuivre : tout le monde connaît les problèmes de la région, et les jeunes doivent repenser ces problèmes et les penser en fonction de leur vision de l'avenir pour la région. La solution n'est ni dans les partis et églises existants, mais il faut imaginer autre chose, d'autres lieux de réflexion et d'action, pour y faire émerger de nouveaux leaders. Le dialogue intergénérationnel doit permettre aux vieux de reconnaître leur responsabilité dans la faillite de la région. Quant aux jeunes, ils sont en devoir de réfléchir sur ce qu'est devenu cette région et se révolter positivement pour la reconstruire.

Aux jeunes, il a par ailleurs été rappelé qu'il ne faut plus attendre, mais plutôt d'agir ici et maintenant. Il convient, en effet, de renverser la vapeur pour échapper à la nouvelle colonisation, à la nouvelle prédation. Ces leçons, il sied que les participants en fassent part aux jeunes qui sont dans des partis faillis, des églises souffrant d'inflation organisationnelle et de crise de modèle. C'est en ce sens que pourra être créé un esprit nouveau pour construire une nouvelle région des Grands Lacs.

C'est avec l'aphorisme de George Orwell (1928-1949), selon lequel, « un peuple qui élit des corrompus, des renégats, des imposteurs, des voleurs et des traîtres n'est pas victime ; il est complice » que fut clôturé la présentation.

Débat entre les jeunes participants et le formateur

Les jeunes ont fait montre d'un intérêt pour le sujet, au point que les échanges ont été alimentés par un jeu questions-réponses et des commentaires, entre autres :

- *Emmanuel Buronyi* a voulu savoir dans quelle mesure l'on peut penser qu'une population de l'Est qui a été longtemps meurtrie pourrait s'inscrire dans la logique de la révolte constructive aux dépens de celle destructrice, et quelle serait l'approche à recommander aux différents mouvements citoyens.
- *Moïse Kubenda* est parti du postulat selon lequel, sans équivoque, il est établi qu'en RDC tout est pensé dans les partis politiques pour ensuite se percuter sur le social collectif. De ce fait, questionnait-il, ne serait-ce pas sage, en tant que jeunes, de passer par un parti politique pour atteindre le domaine de prise de décisions en vue d'agir pour le bien social.
- *Joel Bandu* considère que dans la vie il y a des questions qui demandent des réponses immédiates. L'exemple donné est celui d'un problème d'approvisionnement en eau potable qui demande une réponse immédiate et devant l'autorité censée y apporter une réponse palliative, il n'y a pas de réaction, pendant ce temps il y a des morts. Dans une telle situation, que faire pour des manifestations sans violence.
- *Jean-Paul Lusenge* a démontré que certains théoriciens ont postulé que la violence est une expression de la nature humaine. Dans cette logique, il a voulu savoir quels peuvent être des mécanismes qui peuvent être mis en place pour aboutir au changement sans violence physique.

En guise de réponses, l'intervenant a argué que très souvent se pose le problème de compréhension de la population manifestante par l'autorité. Par ailleurs, notait-il, il arrive que le problème soit porté devant certaines autorités qui n'ont pas le sens de redevabilité. D'où, il faut se rassurer qu'on a affaire à une autorité qui comprend.

Pour ce qui est de l'adhésion de la jeunesse aux partis politiques, il a été fustigé le fait qu'actuellement en RDC, il y a de plus en plus des partis politiques dont nombreux demeurent de façade, car n'existant que de nom, sans aucune représentation sur le territoire national. Avec un tel constat, si un jeune entre dans un parti politique, il devrait se rassurer qu'il n'y devient pas improductif mais qu'il y apporte un esprit d'impulsion pour provoquer le changement. Encore faut-il que ce parti existe réellement, a noté l'intervenant.

Pour l'apologie de la violence comme expression de la nature humaine, il a été martelé qu'il est important d'éviter de désorienter les citations des théoriciens de leur contexte originel. Il a été alors souligné qu'il existe plusieurs méthodes non violentes de réclamation de son droit. L'exemple a été donné du maintien permanent d'un dialogue entre les autorités et la population, qui a porté des fruits dans plusieurs sociétés.

Troisième présentation : Cohésion sociale régionale : Rôle des jeunes Emmanuel SEBUJANGWE



5 Emmanuel SEBUJANGWE, lors des échanges avec les jeunes

Pour une bonne orientation des participants, la session s'est ouverte par une présentation de ses objectifs, à savoir :

- Expliquer le cadre conceptuel de la cohésion sociale ;
- Faire comprendre les défis de la mise en pratique de la cohésion sociale ;
- Transférer quelques compétences de vie aux jeunes.

1. Cohésion sociale : ce que nous voulons comprendre

Comme avertissement, il a été mentionné que la cohésion sociale est un concept complexe, multidimensionnel et à multiples niveaux. Son fondement conceptuel est discuté par des auteurs, en ces termes :

- ✓ La cohésion sociale peut évoluer en termes essentiellement historico-culturels ;
- ✓ La cohésion peut également évoluer de manière plus rationnelle ou fonctionnelle (quand elle découle de réseaux d'interactions, tels que les échanges et les interdépendances économiques).

Beaucoup de gens ne s'accordent donc pas sur le cadre conceptuel de la cohésion sociale. Certains pensent qu'elle doit rester horizontale, d'autres estiment qu'elle reste verticale, tandis que d'autres encore pensent que tous les deux aspects sont considérables.

a. Définition de la cohésion sociale

A la suite de cet avertissement de base, la cohésion sociale a été définie comme l'état d'une société dont les membres sont unis par des valeurs communes ou des règles de vie communes acceptées par tous. Elle exige ainsi :

- ✓ Un groupe fortement solidaire et intégré ;
- ✓ Des buts communs ;
- ✓ L'attraction des individus les uns par rapport aux autres ;
- ✓ Un attachement des individus au groupe ;
- ✓ Intégration des individus ;
- ✓ Participation à un réseau de relations sociales qui confère aussi une identité propre.

Il s'agit aussi d'un degré de confiance dans l'État et dans la société et d'une volonté de participer collectivement à une vision partagée d'une paix durable et d'objectifs de développement communs. (PNUD).

b. Dimensions de la cohésion sociale

- Une dimension verticale axée sur l'État

Dans cette dimension verticale, la cohésion sociale renvoie à la cohésion entre les citoyens, où les perceptions et les comportements traduisent la confiance dans les institutions, dans les acteurs, les processus étatiques nationaux, infranationaux ou locaux, et un engagement en faveur des lois, des institutions et d'un avenir commun ou partagé.

- Une dimension horizontale centrée sur la société

La dimension horizontale décrit :

- ✓ La confiance ;
- ✓ Les relations et les interactions entre les personnes ;
- ✓ La cohésion entre les citoyens.

Cette dimension fait donc référence à la cohésion entre les citoyens et au sein des groupes et entre eux (dynamique intergroupe). Cela se reflète dans la façon dont la société civile, les organisations sociales et les institutions (y compris les institutions religieuses) font preuve de confiance et d'un sentiment d'interdépendance, d'identité/appartenance et de destin commun.

2. *Éléments constructeurs de la cohésion sociale*

a. La paix

L'on peut dire que la paix règne lorsque :

- ✓ Chacun vit en sécurité (sans crainte ou menace de brutalité) ;
- ✓ Chacun vit dans une société où aucune forme de violence n'est tolérée ;
- ✓ Tous les individus sont égaux devant la loi et les lois justes et efficaces protègent les droits de tous ;
- ✓ Chacun est capable de participer à la prise de décision politique, et le gouvernement rend des comptes à ses citoyens ;
- ✓ Chacun jouit d'un accès juste et équitable aux besoins de base, nécessaires au bien-être (nourriture, eau, abri, éducation, soins et cadre de vie décent) ;
- ✓ Chacun a la même chance de travailler et de subvenir à ses besoins (indépendamment de son sexe, son appartenance ethnique, de son identité individuelle).

Quant à l'appréhension du concept « paix », celui-ci a été défini aussi bien dans son aspect négatif que dans celui positif :

- ✓ La paix négative a été comprise comme l'absence de guerre, de violence et de répression ;
- ✓ La paix positive a été comprise comme la présence :
 - D'un état d'harmonie ;
 - D'un processus dynamique et continu de convergence et de résolution, qui vise des relations humaines et sociétales harmonieuses et durables, où les réflexes de paix remplacent les réflexes de violence ;
 - De sérénité, d'harmonie et de bien-être ;
 - De sécurité et d'équité ;
 - De liens humains qui se tissent ;
 - De valeurs humaines partagées ;
 - De sentiments d'humanité commune ;
 - D'une dynamique « culture de la paix ».

b. La diversité

La diversité a été présentée comme une variété d'attributs, d'antécédents, de cultures, de races, de religions, d'identités d'origine et d'idées que les gens apportent partout avec eux. Elle reconnaît une variété de caractéristiques qui rendent les individus uniques et importants dans divers environnements.

c. L'égalité et l'équité

L'égalité renvoie à l'accès aux mêmes règles et privilèges sans tenir compte des différences dans les relations de pouvoir, des situations de départ inégales ou des besoins différents d'accès. Quant à l'équité, elle tient compte des différences dans les relations de pouvoir entre groupes sociaux et leurs impacts différenciés sur l'accessibilité, les opportunités et les expériences pour ceux qui s'identifient au groupe dominant (privilège) ainsi que pour ceux considérés comme différents (inéquité).

L'équité comprend ainsi trois facteurs à savoir :

- **Équité de représentation** : la participation proportionnelle à tous les niveaux d'une institution ;

- **L'équité des ressources** : la distribution des ressources pour éduquer et combler les écarts d'équité ;
 - **L'esprit d'équité** : la démonstration d'une prise de conscience et d'une volonté d'aborder les questions d'équité.
- d. L'inclusion

L'inclusion se rapporte à la création d'un environnement où toutes les personnes sont traitées de manière juste et respectueuse, équitable et ont accès aux mêmes possibilités, aux mêmes opportunités et aux mêmes ressources. Elle exige une affirmation des valeurs et des principes d'équité, de justice et de respect. Elle demande une ouverture aux différentes opinions et perspectives et une compréhension des autres cultures, expériences et communautés et un effort conscient pour être accueillants, serviables et respectueux de tous.

e. La démocratie responsable

La démocratie désigne à l'origine un régime politique dans lequel tous les citoyens participent aux décisions publiques et à la vie politique de la cité.

Comme dénominateur commun des démocraties, il a été cité :

- ✓ L'existence d'institutions et de lois qui visent à protéger la population des dérives tyranniques ou dictatoriales que peut exercer une personne ou un groupe quelconque, y compris la majorité.
- ✓ Toute démocratie doit disposer de lois permettant aux citoyens de changer de gouvernants ou de projets politiques légalement, c'est-à-dire sans avoir besoin de recourir à la violence et en respectant les procédures définies par les lois.

f. La bonne gouvernance

La bonne gouvernance quant à elle, consiste en la capacité d'un gouvernement à gérer efficacement les ressources économiques et sociales d'un pays et, le cas échéant, à mettre en œuvre des politiques pertinentes en vue de son développement, dans la transparence et le respect de l'État de droit et des institutions. Mais aussi, il s'agit d'une gestion responsable des affaires publiques et des ressources publiques.

Cependant, tout ceci devra être porté par un Etat responsable et dont le rôle des jeunes est de lui venir en appui en tant que leaders responsables.

g. L'Etat responsable :

Un Etat responsable a été présenté comme une nation, un peuple avec des lois pratiques et pratiquées, des mesures d'accompagnement de ces lois, des droits et des devoirs respectés, une protection des biens et des personnes, une vision et des programmes réalistes et réalisables, une justice équitable, une économie saine, une coopération interne et externe et enfin, un pouvoir fort.

h. Une jeunesse leader et responsable.

Poursuivant la présentation, il a été précisé qu'une jeunesse leader et responsable est caractérisée par :

La détermination	La patience
Le dévouement	Le charisme
La persévérance	La vision
La bravoure	La loyauté
Le courage	La ténacité
L'audace	L'honnêteté
L'esprit d'initiative	L'intelligence
L'objectivité	Le sens de responsabilité
La personnalité	La simplicité
Le goût du risque	L'engagement
Le sens des relations humaines	
La détermination	La patience
Le dévouement	Le charisme
La persévérance	La vision
La bravoure	La loyauté

3. Les éléments perturbateurs de la cohésion sociale

a. Les conflits :

Qui peuvent être :

- ✓ Conflits intra personnels
- ✓ Conflits interpersonnels
- ✓ Conflits intragroupes
- ✓ Conflits intergroupes
- ✓ Conflits civils internationalisés
- ✓ Guerres internes, guerres externes
- ✓ Incidents diplomatiques
- ✓ Conflits liés aux ressources.

Ces conflits influencent négativement la cohésion sociale. Et il a été reconnu que ces conflits sont multiples et qu'ils minent le vivre-ensemble dans la région des Grands Lacs.

b. Les violences

Il s'agit de :

- Violences entre personnes conscientes ou non, internes ou externes ;
- *Violence d'Etat* : renvoie au monopole de la violence légitime (Max Weber) pour exécuter les décisions de justice, assurer l'ordre public ou en cas de guerre ou risque de guerre ;
- *Violence criminelle* : le crime spontané ou organisé peut avoir des conséquences sociales, économiques ou psychologiques ;
- *Violence politique* : regroupant tous les actes violents que leurs auteurs légitiment au nom d'un objectif politique (révolution, résistance à l'oppression, etc.).

c. Un Etat irresponsable

Parmi les éléments perturbateurs de la cohésion sociale, il y a aussi un Etat irresponsable. Il s'agit d'un Etat caractérisé par une :

- ✓ Mauvaise gouvernance, locale provinciale, nationale et internationale ;
- ✓ Porosité des frontières ;

- ✓ Présence des groupes armés ;
- ✓ Inégalité sociale ;
- ✓ Dictature et népotisme ;
- ✓ Ingérence politique ;
- ✓ Absence des services sociaux de base ;
- ✓ Manque de vision et de programme de développement ;
- ✓ Mauvaise gestion des ressources.

d. Une jeunesse irresponsable

Reconnaissant que le débat relatif à cette question est houleux, il a été tout de même noté qu'il y a des éléments conduisant la jeunesse à l'irresponsabilité. Il s'agit de/du :

- ✓ Manque de vision ;
- ✓ Manipulation ;
- ✓ Recours aux stupéfiants, aux drogues et aux boissons fortement alcoolisées ;
- ✓ Faible entrepreneuriat.

4. *Regardons la situation en face*

a. Face aux personnes nocives, le jeune devrait :

- ✓ Négocier avec soi-même ;
- ✓ Prendre soin de soi ;
- ✓ Ne pas donner la chance d'être affecté par elles ;
- ✓ Rester positif ;
- ✓ Développer des actions constructives.

b. Face aux conflits, le jeune devrait :

- ✓ Ne pas dramatiser le fait de se retrouver dans les conflits.
- ✓ Savoir que le conflit est inhérent à la vie.
- ✓ Savoir que le conflit est normal, naturel et neutre ;
- ✓ Savoir que le conflit est un enseignant ;
- ✓ Savoir que le conflit peut être géré.

c. *Face aux violences*

Les jeunes devraient :

- Comprendre le contexte : facteurs diviseurs et facteurs connecteurs ;
- Analyser les conflits : causes, acteurs et conséquences ;
- Analyser les parties prenantes : acteurs directs, acteurs indirects, entrepreneurs, acteurs invisibles, neutres et victimes ;
- Envisager les changements nécessaires : à travers des médiations et dialogues ;
- Développer des projets intégrateurs de paix et des mécanismes durables de gestion des conflits.

5. *La citoyenneté active*

Elle a été définie comme étant la mise en œuvre dans la vie de tous les jours de son rôle de citoyen. Elle passe essentiellement par le fait associatif, l'exercice des droits d'association, d'expression libre, de grève et de manifestation.

Cette citoyenneté activée a comme avantages :

- ✓ La participation ;

- ✓ L'appartenance à une collectivité solidaire ;
- ✓ La recherche du bien public qui intègre le bien individuel.

En somme, au cours de cette intervention, le questionnement a consisté à savoir s'il y en a qui ne sont pas concernés par la cohésion sociale. La réponse fut que tout le monde devrait y contribuer (tout le monde étant concerné).

Débat citoyen 1 :

L'expérience politique des élus provinciaux : leçons pour les jeunes.



6. Le député provincial Alexis BAHUNGA répondant aux questions des jeunes lors du débat citoyen

Afin de développer une culture de redevabilité aussi bien dans le chef de la jeunesse que dans celui des autorités, l'Université des Grandes Vacances a été une opportunité pour ouvrir les jeunes à un débat citoyen avec des députés provinciaux du Nord-Kivu.

D'entrée de jeu, le modérateur, David Kalenda Mukendi, a rappelé à tous les participants que les élus n'étaient pas là pour des verbiages creux mais pour échanger avec les jeunes en tant qu'électeurs, sur leurs expériences politiques et des leçons que les jeunes pourront en tirer pour leur engagement politique.

Ce premier débat citoyen a ainsi connu la participation de deux députés provinciaux du Nord-Kivu, à savoir : les honorables Adèle BAZIZANE et Alexis BAHUNAGA. Ces derniers ont commencé par donner une brève présentation retraçant leur parcours politique, avant de s'ouvrir aux questions de la jeunesse.

1. Quelques questions émergées des interventions des jeunes

Après avoir exprimé leur satisfaction de se retrouver devant les élus pour des échanges ouverts dans le cadre de la redevabilité, les jeunes se sont ouverts à l'exercice des questions auxquelles les honorables députés ont répondu directement. Ci-dessous certaines questions :

a. Pour le premier volet des questionnes des jeunes

- *Lydie MWAMBA* : remerciant les députés pour leur disponibilité à communier avec la jeunesse, elle revient sur la problématique du parrainage politique en RDC avec des élus qui se montrent plus redevables à leurs parrains qu'à leurs électeurs. Elle avait dit cela afin de savoir comment l'Hon. Adèle BAZIZANE s'était comportée pendant que son parrain et président de son parti, le PPRD [l'ancien Président Joseph Kabila, Ndl] était allé au-delà de son mandat. Est-ce derrière le peuple que l'élue s'était rangée ou derrière son parrain politique comme président du parti qui la portait ?
- *Audrey* : après avoir écouté le parcours politique de l'élue Adèle BAZIZANE, qu'a-t-elle initié pour promouvoir les femmes sur la scène politique congolaise afin qu'elles gravitent les échelons comme elle ?
- *Sarah TAMBWE* : partant des dénonciations des salaires des députés nationaux estimés à 21.000\$, qu'elle estime exorbitants, elle a voulu avoir les commentaires des élus présents quant à ce.
- *Erick MAPILIMOJA* : partant des dénonciations qu'il y a eu et indexant certains députés de pactiser avec les groupes armés (le fameux appel aux élus du Kivu de quitter les groupes armés), il a voulu savoir de l'honorable Alexis BAHUNGA, si les élus provinciaux seraient aussi concernés. En outre, après avoir noté que les territoires de Masisi et de Nyirangongo connaissent beaucoup de problèmes de développement, il a voulu savoir des élus ce qu'ils font pour pallier à cela en termes de bilan.

b. Réactions de l'élue sur la première série de questions

- ✓ Hon. Adèle BAZIZANE Maheshe



7. La députée provinciale Adèle BAZIZANE Maheshe répondant aux questions des jeunes lors du débat citoyen

Pour le bilan, l'élue a tenu à rappeler aux jeunes que les élus provinciaux sont en congé, pour autant que le chef de l'Etat congolais a décidé d'instaurer un régime spécial d'état de siège dans les provinces du Nord-Kivu et de l'Ituri. Par ailleurs, pour éclairer la lanterne des jeunes, l'honorable est revenue sur les rôles d'un député en rappelant qu'ils n'ont rien à voir avec la construction des ponts et d'autres infrastructures. Ces derniers ont plutôt comme rôles/missions de contrôler le gouvernement (l'exécutif), voter des lois (des édits, pour ce qui les concerne) et représenter la population. A l'en croire, avant l'état de siège, pendant qu'ils étaient en pleine exécution de leur mandat, elle exerçait les 3 missions lui dévolues en tant qu'élue.

Par rapport aux émoluments des députés, tout en précisant qu'il ne s'agit pas d'un secret, l'élue a précisé aux jeunes qu'un député provincial ne touche que 2000\$ mensuellement. En réaction sur les prétendus salaires des députés nationaux qui s'élèveraient à un montant de 21.000\$, l'élue a tenu à préciser que, comme toute autre personne, elle a suivi ces informations mais ne sait pas si elles sont vraies.

Pour ce qui est du parrainage politique sur la sphère politique congolaise, l'élue a précisé qu'elle a parlé du parrainage quand il fallait aller au gouvernement provincial, mais qu'en tant qu'élue, l'on n'est redevable qu'à l'égard de la population et non pas à un quelconque parrain. Elle a reconnu n'être redevable que vis-à-vis de sa population qui l'a élue. Sur ce même chapitre, elle a noté que les actions qu'elle pose dans sa circonscription électorale (distribution de kits scolaires aux enfants déplacés de Nyiragongo, initiation des jeunes et des femmes aux activités génératrices de revenu pour leur autonomie) relèvent du fait qu'elle reste redevable vis-à-vis de la population.

En lien avec de actions posées pour la promotion des femmes sur la scène politique congolaise, l'élue notait que si elle revenait sur tout ce qui aura été accompli par sa personne, elle pourra s'éterniser en intervenant. Elle reconnaît par ailleurs, que pendant son avènement au gouvernement provincial en tant que ministre, elle n'y avait pas trouvé assez de femmes dans les cabinets de ses autres collègues. Ayant à l'époque la préséance sur les autres, elle avait plaidé auprès du Gouverneur de Province pour la nomination des femmes. Mais aussi, dans le secteur de son portefeuille de l'éducation, elle a précisé avoir fait en sorte que les femmes soient à côté d'elle. Plus encore, elle a dit avoir organisé des plaidoyers au niveau de la capitale congolaise, Kinshasa, pour parvenir à faire nommer des femmes au Nord-Kivu, comme au niveau de la SECOPE et ailleurs.

Et pour revenir sur son expérience personnelle en tant que femme, l'élue a présenté le fait qu'au niveau de l'assemblée provinciale du Nord-Kivu, quand elle a présenté sa candidature au poste de rapporteur, celle-ci a été découragée aussi bien par les hommes que par certaines femmes, prétendant que ce poste était réservé uniquement aux hommes. Mais elle ne s'est pas découragée pour autant et a continué le combat pour arriver à remporter les élections pour ce poste.

Au regard de cette réalité personnelle, l'Hon. Adèle BAZIZANE en profita pour prodiguer un conseil clé à la jeunesse, en ces termes : « quand vous embrassez la carrière politique, vous devez avoir un cœur et des nerfs solides, à défaut de quoi, vous allez démissionner et abandonner. Je vous encourage, les femmes, à aller en politique tout à m'engageant à vous servir de coach ».

Quant aux défis du développement que connaît son fief électoral, à savoir le territoire de Nyiragongo, elle a reconnu le fait que ces défis existent, tout en notant que pour ce qui la concerne, elle a laissé certaines traces à l'instar des écoles à MUTAHO et à KIBUMBA construites pendant qu'elle était ministre provinciale de l'éducation au Nord-Kivu. Selon elle, le sous-développement du territoire de Nyiragongo est lié aux conflits que connaît ce territoire. Il en donne un exemple, non des moindres, à savoir, celui lié à la crise de légitimité coutumière qui date, mais qui, grâce au plaidoyer, vient d'être décanté.

Elle a fini cette intervention en précisant que pour participer à l'apport des réponses à ces défis de développement, elle ne cesse de jouer sa partition avec certaines œuvres sociales : construction d'une salle communautaire (communément appelée Bushenge), accompagnement des églises, etc.

✓ Hon. Alexis BAHUNGA

Partant du slogan « quittez les groupes armés » qui sous-entend une implication des élus du Kivu dans l'activisme des groupes armés qui y sévissent, le député BAHUNGA a noté que très souvent ceux qui vivent à l'ouest du pays, comme à Kinshasa, quand ils apprennent ce qui se passe au Kivu, ils pensent que c'est un film. Selon lui, ce slogan constitue une conclusion péjorative qui ne devrait pas sortir d'une autorité du rang d'un président de l'assemblée nationale congolaise. Il s'agit donc des propos qui n'engagent que leur géniteur, c'est-à-dire, le Président de l'Assemblée nationale congolaise.

En tant que député, il dit savoir que dans son territoire de Masisi il existe des jeunes qui sont au chômage et qui ont pris les armes pour la défense de leur territoire, tout en rappelant que c'est au gouvernement de prendre des mesures convenables pour amener ces jeunes à déposer les armes. Il a ainsi appelé les jeunes à ne pas s'approprier des propos qui sont irresponsables et en tant que scientifiques, de ne parler qu'avec des preuves. Toutefois, il a noté qu'il ne connaît aucun député qui a été interpellé ni à Goma ni à Kinshasa dans ce sens, ce, en dépit de la proclamation de l'état de siège qui a provoqué la levée des immunités des élus provinciaux.

Dans son intervention, l'élu provincial est revenu sur les 3 missions d'un député. Ainsi, la solution aux défis de développement incombe à la responsabilité du gouvernement et ne cadre pas avec les missions traditionnelles d'un député.

Le gouvernement devrait acheter des ambulances, construire des routes et d'autres infrastructures nécessaires pour impulser le développement de Masisi.

c. Pour le deuxième volet des questions des jeunes

- *SIFA Claudine* a voulu savoir de l'Hon. Alexis BAHUNGA comment expliquer que lors de leurs descentes en vacances ou missions parlementaires les députés traversent, et ce, sans être inquiétés, des tronçons remplis de groupes armés sur lesquels l'accès est difficile pour le citoyen lambda sans défense.
- *Christophe* : tout en félicitant la proximité dans le débat entre les jeunes et les députés, il a décrié le fait que les élus ne cessent de se montrer plus attachés à leurs partis politiques au détriment des intérêts collectifs de la nation. Il a en même temps voulu savoir quel en serait le conseil pour les jeunes.
- *Gloria WASINGYA* : partant du fait que dans la sphère publique la vacation des postes reste opaque, elle a voulu savoir de Adèle Bazizane comme Directrice Générale Adjointe de la DGRN-K (Direction Générale de Recettes du Nord-Kivu) si elle avait des projets de vulgarisation des postes vacants dans cette régie provinciale.
- *Stéphanie BAFUMOJA* : cherchait à savoir ce que les deux élus font à leur niveau pour lutter contre les discours de haine et le tribalisme.
- *Galia Edith* : elle a voulu savoir des élus quelle serait leur appréciation de la pratique électorale de remise des biens matériels pendant les campagnes.
- *Dorique BIHANGO* : partant de la qualification de Masisi comme la Suisse de la RDC s'illustrant, malheureusement, par des images d'insécurité, elle a ainsi cherché à savoir de l'Hon. Alexis Bahunga, ce qu'il aura déjà fait de concret pour apporter une solution au manque de paix dans le Masisi.

- Est-ce facile de se lancer en politique sans parrain ? et comment combiner le foyer et les activités politiques (Adèle Bazizane)
- Que dire des conflits des générations entre les anciens et les jeunes actuellement ?
- *Jimmy NDIHOKUBWAYO* : a voulu savoir ce que les élus pensent du chômage et de l'employabilité des jeunes.

Dans le débat, un jeune venu de Beni, Papy KASEREKA, a remercié Pole Institute pour cette activité qui vise le renforcement des capacités des jeunes dans la région des Grands Lacs, tout en lui proposant de réfléchir sur comment définir aussi des formations de renforcement des capacités des acteurs politiques au niveau de la région des Grands Lacs comme cela est fait pour les jeunes. Selon lui, cela pourrait impulser le changement, étant donné qu'au niveau des acteurs politiques il y a aussi d'énormes déficits nécessitant des formations de renforcement des capacités.

d. Réactions des élus sur le deuxième volet des questions

✓ Hon. Adèle BAZIZANE

Pour ce qui est de la lutte contre le fléau du tribalisme et de la haine, l'honorable est revenu sur le fait qu'à l'époque d'antan, il n'y avait pas des histoires de communautés ethniques opposant les citoyens ; l'avènement de ce phénomène, soutient-elle, remonte à 1994, avec l'afflux massif des réfugiés rwandais à la suite du génocide. Comme effort personnel, elle a noté le fait que dans son cabinet, pendant qu'elle était ministre provinciale, il y avait la représentation de toutes les communautés sans discrimination. C'est pour cela qu'elle a appelé les jeunes à briser toutes les barrières communautaires afin d'aller plus loin et pour la paix et le développement aussi bien de la province du Nord-Kivu que de toute la RDC. Elle a aussi émis le vœu de voir s'arrêter l'habitude d'ethniciser les postes publics en RDC, pour espérer son développement.

Pour la publication des postes vacants au niveau de la DGRNK, l'élue provinciale a précisé que depuis qu'elle en assume la responsabilité de directrice générale adjointe, elle n'y a jamais vu l'opacité des postes. Selon elle, s'il y a des offres d'emploi, elles seront publiées à l'intention de tout le monde. Elle a aussi noté qu'en arrivant à ce poste, elle a fait en sorte que le paiement qui se faisait manuellement soit bancarisé.

Ensuite, elle a précisé aux jeunes qu'il est possible de se lancer en politique sans parrain. Il suffit tout simplement, soutient-elle, d'adhérer à un parti politique, non seulement pour servir d'accompagnateur des autres, mais surtout pour être actif dans la prise de décisions. C'est possible d'y arriver en étant intelligent, en étant amoureux de son pays et en portant l'idéologie du parti. Elle a aussi reconnu qu'au niveau de la région, les jeunes font face au chômage et à l'oisiveté. Pour faire face à cet obstacle, l'élue provinciale a appelé les jeunes à s'engager dans les activités entrepreneuriales.

Par rapport à la combinaison harmonieuse des activités politiques et celles du foyer en tant que femme, il a été noté que l'expérience démontre que ce n'est pas facile si on n'a pas l'appui de sa famille. Pour elle, le soutien de son époux a été d'un appui de taille dans sa carrière politique. Dans ce sens, elle a prodigué aux filles de ne jamais faire un bras de fer dans leurs foyers en cas d'activité politique. Il est fondamental, a-t-elle martelé, de collaborer sincèrement avec le partenaire pour plus des succès.

Pour ce qui est de la remise des biens matériels pendant la période électorale, l'élue a estimé qu'il s'agit là d'une forme de corruption. Elle a ensuite décrié le fait que la révision de la loi électorale ne soit pas parvenue à régler cette question pour autant que cette habitude électorale constitue un des

freins de la participation des femmes, étant donné qu'elles n'ont pas accès aux moyens au même titre que les hommes.

✓ Hon. Alexis BAHUNGA

Concernant l'accessibilité facile des députés même dans les territoires hautement insécurisés et ce, sans inquiétude, le député a précisé qu'en tant qu'élus, ils ont besoin de battre campagne partout, même dans des zones insécurisées, surtout que des kits électoraux y sont aussi déployés. Ayant comme employeur la population, il a été précisé que c'est elle qui sécurise les élus dans de telles circonstances. Comme élus, ils doivent faire preuve de neutralité.

Par rapport aux conflits des générations, il a été conseillé aux jeunes de faire preuve d'innovation, surtout que les anciennes générations devront naturellement laisser place aux nouvelles constituées de jeunes. Il a en outre précisé qu'en politique, l'habitude est pour certains politiciens d'être hantés par un attachement aux partis politiques qu'aux intérêts de la nation, au point de bloquer des idées innovantes. C'est l'exemple de la majorité qui bloque les idées de la minorité.

Il a reconnu le fait que le chômage des jeunes reste une réalité dans la région des Grands Lacs. Raison de plus, pour que les jeunes œuvrent à impulser un nouveau leadership pour que les ressources profitent à toutes les populations et non pas seulement à quelques groupes restreints.

Par rapport à l'accès en politique sans parrainage, l' élu a précisé qu'on entre en politique individuellement ; les partenaires et parrains on ne les trouve que quand on y est et ce, de façon circonstancielle. En politique, il n'y a donc pas d'amour ni d'amitié, a-t-il reconnu ; il n'y a que des intérêts. C'est comme ça qu'en politique des relations se font et se défont au gré des contextes.

La deuxième journée s'est ainsi clôturée dans un climat de proximité, de communion et d'échanges des contacts entre les élus et les jeunes².

A la fin de la journée, l'Honorable Adèle BAZIZANE a recommandé à Pole Institute d'étendre ces formats d'échanges dans d'autres zones que Goma où les jeunes en ont aussi besoin, parce que souvent le peuple périt par manque de connaissance.

² Pour l'intégralité de tout ce débat citoyen, consulter la page You Tube de Pole Institute, Université des Grandes Vacances, jour 1.

3.

Troisième journée de l'Université des Grandes vacances

Cette journée s'est ouverte par la lecture d'un bref résumé de la journée précédente qui a été suivie d'une présentation et d'un autre débat citoyen entre les jeunes et deux acteurs politiques (un ancien président de l'Assemblée provinciale du Nord-Kivu et une députée provinciale élue de Masisi).

Quatrième présentation : Elections et manipulation des jeunes : comment inverser les risques dans les Grands Lacs.

Ulimwengu Biregeya Bernardin : Formateur des jeunes à l'Université alternative de Pole Institute.



8 Ulimwengu Biregeya, en interaction avec les jeunes

Cette session a été plus pratique, partant des réalités électorales de la RDC. Des images ont été projetées et des musiques avec des messages électoralistes ont été jouées pour activer les différentes lectures des jeunes. A la suite de cet exercice scientifique, l'intervenant a demandé aux jeunes de revenir sur les différents rôles d'un député. Il a été clairement noté par ces derniers que comme appris des élus dans le débat citoyen, un député a comme rôles de représenter la population, de légiférer des lois et de contrôler le gouvernement.

A la suite de ce rappel, l'intervenant a rappelé aux jeunes que souvent dans les discours de campagne, les élus promettent la construction des routes, des hôpitaux et d'autres infrastructures, alors que cela ne fait pas partie de leurs missions traditionnelles.

Par rapport aux enjeux de la participation politique des jeunes, l'intervenant a souligné qu'étant donné qu'il y a une nécessité du renouvellement du leadership politique par les jeunes, à défaut d'implication de la jeunesse, la classe politique va rester avec un vieil leadership. Par ailleurs, il y a la nécessité de défendre les intérêts des jeunes par l'utilisation stratégique de leur poids électoral. La population étant à majorité constituée de jeunes, cela implique que si ces derniers refusent d'être manipulés par les aînés, il y a lieu qu'ils puissent faire passer leur candidat jeune. Donc, les jeunes n'ont pas raison de pleurnicher sur ce que pourraient leur infliger les aînés, étant donné que ce sont eux qui ont le pouvoir et qui l'offrent à ces aînés-là.

La suite de la présentation s'est structurée de la manière suivante :

1. *Les aspects clés pour l'engagement au sein d'un parti politique*

- ✓ Avant d'adhérer à un parti politique, il faut se rassurer que son idéologie convainc et non pas juste s'engager par opportunisme ;
- ✓ Le parti est-il régulièrement légalisé ? dans le cas contraire, ça ne vaut pas la peine ;
- ✓ Position du parti sur les questions clés de la société ;
- ✓ Connaissance de l'historique du parti (grandes figures historiques et grands moments historiques)
- ✓ Types d'actions déjà menées par le parti ;
- ✓ Conditions d'adhésion ;
- ✓ Structure du parti ;
- ✓ Modalités d'adhésion ;
- ✓ Etc.

2. *La manipulation*

1. Définition

La manipulation a été définie comme étant une emprise exercée par une personne sur une ou plusieurs autres dans le but de contrôler leurs actions ou leurs sentiments.

2. *Manipulation mentale*

Celle-ci consiste à obtenir des victimes qu'elles se comportent d'elles-mêmes, comme l'ont prévu les manipulateurs. C'est-à-dire, il y a quelqu'un qui décide du comportement qu'il voudrait que nous puissions adopter, alors il nous amène, par différents canaux, à adopter ce comportement-là. Nous nous pensons que ce comportement dépend de nous alors qu'il dépend de quelqu'un d'autre.

3. *Les facteurs favorisant la manipulation*

Il s'agit de :

- ✓ Dépression ;
- ✓ Événement choquant ;
- ✓ Traumatisme de l'enfance ;
- ✓ Pauvreté ;
- ✓ Ignorance ;
- ✓ Âge...

- ✓ Méinformation (information fausse, inexacte ou trompeuse)
- ✓ Désinformation (diffusion d'info fausses)
- ✓ Malinformation (utiliser des infos véridiques à des fins de persuasion)

- ✓ Propagande (information destinée à promouvoir un objectif politique)
- ✓ Discours haineux (langage discriminatoire)

4. *Les contextes propices à la manipulation*

Il s'agit de :

- ✓ La politique
- ✓ Les groupes de jeunes ;
- ✓ La religion ;
- ✓ Le marketing et la publicité ;
- ✓ etc.

5. *Les stratégies de contournement*

En face des possibilités ou des risques de manipulation, il faut :

- ✓ Ne pas avoir peur de déplaire, si nécessaire ;
- ✓ Bonne estime de soi ;
- ✓ Savoir dire « non » ;
- ✓ Se montrer sûr de soi ;
- ✓ Préserver son indépendance ;
- ✓ Ne pas se culpabiliser et ne pas se laisser culpabiliser ;
- ✓ Avoir une vision positive des choses ;
- ✓ Appliquer l'esprit critique.

La présentation a été clôturée par un regard commenté sur les images et messages qui surplombent la place publique pendant la période électorale en RDC.

Débat citoyen 2 : L'expérience politique des élus provinciaux : leçons pour les jeunes.



9 Hon. Béatrice Nyiramugeyo, Me. Jules Hakizumwami et Gina Mulumba (facilitatrice) lors du débat citoyen avec les jeunes

Le deuxième débat citoyen de l'Université des Grandes Vacances a connu la participation de la députée provinciale élue du Territoire de Masisi, Béatrice Nyiramugeyo et de Me. Jules Hakizumwami, ancien député et Président honoraire de l'Assemblée provinciale du Nord-Kivu.

1. Quelques questions ayant émané des jeunes pour le débat

Comme de coutume, après s'être personnellement présenté et avoir présenté en bref son parcours politique, chacun de ces intervenants s'est ouvert aux questions des jeunes, dans une atmosphère de respect mutuel et de convivialité. Tous deux ont mentionné qu'ils ont commencé leur parcours politique en étant encore tout jeunes. Une motivation de plus pour l'engagement politique des jeunes participant à cette session.

a. Pour le premier volet des questions des jeunes :

- *Esther Zawadi* : étant donné que dans sa présentation, Me. Jules a prétendu avoir perdu aux élections suite aux magouilles, elle voulait savoir si en RDC on organisait des élections juste pour le besoin des formalités en sachant au départ qui va les remporter.
- *Edith* : elle voudrait avoir l'avis de Me. Jules sur la propension des hommes politiques congolais à vouloir s'éterniser au pouvoir et sur les conflits de générations existant entre les jeunes et les aînés.
- *Moïse Kubenda* : a voulu savoir dans quelle mesure Me. Jules pourrait se présenter dans un système actuel qui s'apparente à l'ancien système qui l'a écarté, mais aussi ce qu'il aurait fait

du temps de sa présidence de l'Assemblée provinciale du Nord-Kivu face au régime qui a causé au peuple congolais des cicatrices indélébiles.

- *Déborah Bwami* : voulait savoir de l'Hon. Béatrice quelles seraient les actions sociales qu'elle a déjà posées pour être élue députée provinciale.
- *Erick Mapilimoja* : demande aux officiels s'ils encourageraient ou décourageraient l'accession à la vie publique sans préparation.

b. Réactions des intervenants sur la première série de questions

✓ **Honorable Jules Hakizumwami**

Par rapport à l'organisation des élections juste par formalités, selon ce dernier, il s'agit d'une question troublante pour les citoyens lambda qui se demandent d'habitude s'il faut continuer à élire tout en n'étant pas certains que c'est réellement la personne élue qui sera proclamée. En dépit de cette réalité, l'acteur politique a encouragé les jeunes à ne pas désespérer et à continuer à participer aux élections mais tout en restant attentifs et éveillés. Cela parce qu'il n'y a personne qui peut vouloir participer aux élections pour trouver des gens non élus prétendre présenter la population. Il est revenu sur le scrutin électoral de 2018 en fustigeant le fait que la machine à voter n'avait pas permis de bien surveiller le processus électoral comme ça devrait l'être, d'autant plus qu'avant que la compilation ne soit faite, à Kinshasa on proclamait déjà des gagnants.

Par ailleurs, il a noté que les élections ne sont pas gagnées en avance et que la fraude n'est organisée qu'au cours des scrutins. D'où, la nécessité de la vigilance et de la surveillance des jeunes pendant le processus électoral.

Quant à ce qui concerne sa participation dans un système s'apparentant à celui qui l'a écarté, sans passer par le dos de la cuillère, il a précisé que dans la mesure où il sent que le processus électoral actuel évolue dans le même contexte, alors il ne pourra pas y participer, pour ne pas être déçu et décevoir ses électeurs. Au stade actuel, notait-il, faute de certains préalables électoraux, il semble apparent que le processus actuel est sur la même trajectoire que l'ancien.

Pour ce qui concerne sa gouvernance de l'Assemblée provinciale, il a dit aux jeunes qu'il a toujours été loyal et qu'il a été de ceux qui ont provoqué les échanges publics sans tabous pour que chacun s'exprime au niveau de la Province du Nord-Kivu. En dépit du fait qu'à l'époque Kinshasa leur intimait l'ordre de ne pas aller à contre-courant de la révision constitutionnelle, il a effectué des tournées dans les circonscriptions électorales pendant les vacances parlementaires pour s'enquérir de ce que pensait la population par rapport à cette question. Ce qu'il rapportait tout haut sans limite tout en encourageant la population de militer pour la démocratie. Ceci lui vaudra une interpellation à Kinshasa.

En rapport avec les interminables conflits des générations, il est revenu sur le fait que les aînés se sentent menacés par les attaques des jeunes qui les considèrent comme fragiles. Quant à lui, il a précisé être pour le changement et a encouragé les jeunes à militer pour leur exercice du pouvoir.

✓ **Honorable Béatrice Nyiramugeyo**

Par rapport à l'accession politique, l'Honorable a encouragé la préparation au grand dam de l'impréparation. Cependant, nuancerait-elle, en politique, ce qui se prépare, ce sont des postes électifs, tandis que ceux nominatifs, très souvent, on ne s'y prépare pas ; l'on passe par le mentor politique pour faire parvenir à la personne sa nomination.

L'Honorable a tout de même découragé cela, pour autant que ça n'encourage pas la méritocratie et conduit à des résultats scandaleux. Citant la maxime « si on ne s'occupe pas de la politique, la politique s'occupera de nous », elle a encouragé les jeunes à s'engager en politique.

Pour ce qui est des actions sociales posées avant son élection, elle a donné la précision selon laquelle elle a été élue comme suppléante.

- c. Le deuxième volet des questions des jeunes
 - Un jeune a voulu savoir de Me. Jules quelles auraient été les difficultés auxquelles il a dû faire face pendant qu'il était aux affaires et quelles en avaient été des solutions palliatives apportées par sa personne pour arrêter l'hémorragie.
 - *Joël Kuhele* : a voulu savoir ce que pensait Me. Jules des avantages financiers des politiciens qui ne cessent de grimper.
 - *Zuena Abdoul* : a voulu savoir de l'Hon. Béatrice quels seraient des défis auxquels elle fait face en politique en tant que femme au foyer.
 - *Glad Beno* : a voulu savoir quelles peuvent être les alternatives pour les jeunes qui aimeraient entrer en politique pour ne pas tomber dans les défaillances, l'hypocrisie et la démagogie dont font montre les aînés.
 - Un jeune a voulu savoir comment l'Hon. Béatrice jugerait son mandat, est-ce positif ou négatif.
- d. *Réactions des intervenants au deuxième volet des questions.*

✓ **Honorable Béatrice Nyiramugeyo**

Commençant par son auto-évaluation, elle a reconnu que c'est un dilemme que de s'évaluer, étant donné que l'évaluation se fait par d'autres personnes. Toutefois, elle a noté avoir soumis une question écrite au ministre provincial de la santé suite à l'observation d'un accroissement du taux de mortalité dans les hôpitaux de la province. Elle a aussi négocié 11 postes pour les jeunes depuis qu'elle est arrivée à l'hémicycle provincial. Elle a noté ses actions sociales d'appui aux structures de santé où la promiscuité fait que les femmes peuvent accoucher à même le sol. Elle trouve donc son bilan positif, du mieux qu'elle a pu faire.

Elle a en outre reconnu qu'en tant que défis, être femme, mariée et en politique n'est pas facile. Concilier les tâches d'une femme, mère des enfants, épouse de quelqu'un et les changes politiques n'est pas aisé. C'est pourquoi, à l'en croire, l'on voit des politiciens mourir de crises cardiaques et d'accidents vasculaires aigus (AVC). La politique, c'est un combat aussi bien des femmes entre elles et entre les hommes, voire des hommes entre eux. D'où, recommandait-elle, en politique il faut disposer de nerfs solides. Elle a enfin reconnu qu'en politique il y a des coups bas, ce qui oblige à une certaine souplesse en termes d'acquisition d'informations et de stratégies pour savoir comment s'y prendre.

✓ **Honorable Jules Hakizumwami**

Pour ce qui est des difficultés rencontrées, il a précisé qu'elles ont été nombreuses. Partant du fait qu'à l'assemblée, toutes les décisions passent à la majorité, il arrive qu'on ait des décisions de réforme qu'on veut faire passer mais qui se heurtent à la loi de la majorité. Cette difficulté se prolonge aussi lorsque les députés s'allient à leurs camps ethniques parce qu'ayant des visées propres. Comme autre difficulté rencontrée, c'est vis-à-vis de la population qui pense que l'on doit répondre à toutes leurs attentes, alors que l'on n'en a pas les moyens.

Il a aussi martelé sur le fait que si les jeunes tombent dans la démagogie, alors ils se seront perdus. Il faut plutôt dire la vérité qui affranchira. Comme alternative aux défis qu'il a pu rencontrer, il a précisé qu'il utilisait l'intelligence en cas d'une décision qui ne servait pas l'intérêt de la population. Il faisait ainsi jouer les diverses tendances politiques pour que cette décision ne passe pas. Et face aux difficultés qu'il n'était pas en mesure de résoudre, il le disait clairement et ce, pour ne pas faire la démagogie. C'est l'exemple de la construction d'une école. A la place, il a précisé qu'il rappelait les rôles d'un député.

Pour ce qui est des avantages financiers des politiciens qui grimpent, c'est effectivement un danger si les députés continuent à ne penser qu'à eux-mêmes, sans que leurs électeurs ne se retrouvent. A la prochaine, il pourra proposer que les électeurs eux-mêmes puissent proposer des candidats pour avoir des députés avec de bons profils. Selon lui, l'on ne peut rien attendre des députés qui ont vendu leurs maisons et qui se sont dépossédés de leurs biens privés pour aller aux élections. Ils ne vont que penser à récupérer ce qu'ils ont dépensé.

Il a rappelé que pendant sa présidence de l'Assemblée provinciale, ils ont toujours demandé la hausse des salaires des enseignants et des militaires. Cependant, il s'agit de questions de la compétence des députés nationaux. Par ailleurs, à son actif, il a noté des initiatives comme le développement d'un partenariat public-privé conduisant à de petits prélèvements par litre de carburant pour investir dans le développement de la province. D'où la construction de certaines routes au niveau de la ville de Goma.

Comme son prédécesseur, il a enfin encouragé les jeunes à s'intéresser à la politique pour impulser un leadership qui conduira à corriger les injustices sociales, étant donné qu'elles font mal.³

Clôture des sessions scientifiques de l'Université des Grandes Vacances.

Pour la clôture des sessions de l'Université des Grandes Vacances, le Coordinateur a.i. de Pole Institute a exprimé l'honneur pour l'Institut d'avoir accueilli les jeunes dans le cadre de ces activités ayant servi d'occasion pour leurs échanges et réflexions. Il a été aussi exprimé le sentiment de joie pour Pole Institute d'observer combien les jeunes ont atteint les objectifs assignés pour la cause.

Tout en remerciant les formateurs pour leurs thématiques à l'actif des jeunes et les différents acteurs politiques, pour leur acceptation d'échanger avec ces derniers en leur partageant leurs expériences politiques, il a invité les jeunes à continuer sans relâche la mise en œuvre de leurs engagements pris le long de la session et à construire entre eux des passerelles solides pour rester en permanentes discussions dans leur diversité d'origine.

En somme, il a été précisé que Pole Institute reste ouvert aux jeunes aux fins de leur continuation des échanges.

L'excursion à Buhimba

La quatrième journée de l'Université des Grandes Vacances a été consacrée à une excursion au Grand séminaire de Buhimba, à quelques kilomètres de la ville de Goma. Elle a été couronnée par des activités ludiques dont un match de football (avec deux équipes mixtes composées aussi bien des

³ Pour l'intégralité du débat citoyen, consulter la page You Tube de Pole Institute, Université des Grandes Vacances, jour 2.

filles que des garçons et dont le score a été de 3 buts partout), des séquences de slams et de la musique pour égayer les jeunes au terme de cette séance de formation intensive.

Au début de la journée, regroupés en différents carrefours, les jeunes ont pris des engagements pour la suite tout en définissant des propositions à Pole Institute en termes d'accompagnement attendu.



7 L'équipe de Pole Institute et les deux équipes de football des jeunes, juste avant le coup d'envoi du match amical

Conclusions Générales en termes d'engagements et d'actions pour lesquelles l'appui de Pole Institute est sollicité par les jeunes

Pour le 1^{er} Groupe de jeunes	
Engagements pris	<p>Nous jeunes de la région des Grands Lacs Africains (Burundi, RDC et Rwanda) réunis à Goma dans le cadre de l'Université des Grandes Vacances organisée par Pole Institute sur le thème « engagement politique des jeunes de la région des Grands Lacs Africains : enjeux et perspectives » qui avait pour objectif d'éveiller la conscience politique des jeunes, d'être la sentinelle de la gestion politique et d'en prendre des engagements. Nous nous engageons à :</p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ Restituer les connaissances acquises auprès des autres jeunes ; ✓ Mener des actions de plaidoyer dans le cadre de la cohésion sociale dans les pays des Grands Lacs Africains ; ✓ Organiser des échanges de renforcement des capacités des jeunes de la région sur les enjeux d'intégration, notamment avec Eastern African Community et ressortir à l'issue de ces échanges des actions de plaidoyer ; ✓ Organiser des conférences avec les couches des jeunes sur les profils des candidats aux élections et sur la manipulation politique.
Pour le 2^e Groupe de jeunes	
Engagements pris	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Sensibiliser les autres jeunes sur la manipulation électorale en milieu public ; ✓ Intensifier les émissions animées par les jeunes sur la manipulation ; ✓ Mener un plaidoyer sur l'interdiction d'utilisation des biens matériels ; ✓ Organiser des activités rotatives au niveau régional avec les jeunes et les hommes politiques ; ✓ Briser les stéréotypes entre jeunes de la région.
Recommandations à Pole Institute	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Organiser dans l'avenir les ateliers dans tous les 3 pays de la région des Grands Lacs Africains, pour promouvoir une diversité harmonieuse ; ✓ Organiser des ateliers ouverts à tous sans exigence d'invitation ; ✓ Inviter les entrepreneurs à participer aux ateliers, en vue de voir comment l'économie peut influencer la politique ; ✓ Inviter les autorités des autres pays de la région des Grands Lacs Africains pour qu'elles partagent aussi leurs expériences ; ✓ Impulser l'engagement des politiques dans le changement des pays des Grands Lacs ; ✓ Sensibiliser les autres jeunes sur la manipulation électorale dans les écoles, universités, marchés, etc. ✓ Organiser des tables rondes entre les députés et le gouvernement ; ✓ Entreprendre des activités de compréhension des motivations des leaders des groupes armés pour la recherche de la paix.
Pour le 3^e Groupe de jeunes	

Engagements pris	<ul style="list-style-type: none"> ✓ L'inclusion de toutes les couches sociales dans leurs activités respectives ; ✓ Encourager et impulser la participation des femmes à la politique ; ✓ La multiplication des formations à l'instar de l'Université alternative dans les milieux reculés ; ✓ L'entrepreneuriat des jeunes ; ✓ La multiplication des dialogues entre les jeunes de la Grands Lacs Africains ; ✓ L'initiation des rencontres entre ces jeunes pour échanger sur leurs différents problèmes ; ✓ L'organisation d'une rencontre avec différentes autorités de tous les pays des Grands Lacs Africains et quelques jeunes pour parler de certains problèmes et défis ne favorisant pas la cohésion sociale au niveau de la région. ✓ La formation et l'intégration dans le milieu politique.
Recommandations à Pole Institute	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Organiser une sensibilisation des jeunes dans les milieux politiques ; ✓ Initier des ateliers de formation entre les groupes de pression et les autorités (agents de sécurité) ; ✓ Intensifier les activités régionales en incluant des autorités de tous les pays de la région.
Pour le 4^e Groupe de jeunes	
Engagements	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Mener une enquête régionale pour récolter les avis des autres jeunes sur l'engagement politique ; ✓ Militer pour l'intégration des jeunes ayant pris part à la session de l'Université des Grandes Vacances dans des plates-formes régionales.
Recommandations à Pole Institute.	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Organiser des activités culturelles régionales pour communiquer sur l'engagement des jeunes ; ✓ Continuité des activités de l'Université des Grandes Vacances au niveau de la région ; ✓ Identifier et accompagner les jeunes déjà engagés dans la politique ; ✓ Intensifier des activités de médiation entre les jeunes aspirants à la politique et les autorités politiques ; ✓ Mener un plaidoyer auprès des autorités sur les questions d'engagement politique des jeunes ; ✓ Elargir les sessions des formations dans un environnement plus hétérogène des jeunes ; ✓ Faire le suivi de la restitution des jeunes dans leurs pays et provinces respectifs ; ✓ Accompagner les jeunes dans la scolarisation par l'octroi des bourses d'études ; ✓ Mettre en place un incubateur entrepreneurial multisectoriel ; ✓ Etendre l'Université alternative au niveau de la région des Grands Lacs et dans d'autres provinces de la RDC ; ✓ Former les jeunes sur la communication dans ses différentes dimensions et ce, pour la promotion de la paix.

Table des matières

Introduction	2
Première journée de l'Université des Grandes Vacances.....	3
Allocution d'ouverture : Léopold Rutinagirwa Muliro.....	3
Code de conduite partagé.	3
Première présentation : Participation citoyenne et responsabilité sociale dans la région des Grands-Lacs.	4
Une détente animée par un slameur et des travaux en carrefours	5
Résumé des présentations en plénière	6
• <i>Ce que les citoyens font</i>	6
Il a été précisé qu'en RDC, il y a une avancée significative en termes de participation citoyenne qui se manifeste par des initiatives des mouvements citoyens, des groupes de pression et des mobilisations des jeunes au niveau national pour une quête du changement.....	6
Deuxième journée de l'Université des Grandes Vacances	8
Débat entre les jeunes participants et le formateur	10
Troisième présentation : Cohésion sociale régionale : Rôle des jeunes	11
Débat citoyen 1 :	17
L'expérience politique des élus provinciaux : leçons pour les jeunes.....	17
Troisième journée de l'Université des Grandes vacances	23
Quatrième présentation : Elections et manipulation des jeunes : comment inverser les risques dans les Grands Lacs.	23
Ulimwengu Biregeya Bernardin : Formateur des jeunes à l'Université alternative de Pole Institute.	23
Débat citoyen 2 :	26
L'expérience politique des élus provinciaux : leçons pour les jeunes.....	26
Clôture des sessions scientifiques de l'Université des Grandes Vacances.....	29
L'excursion à Buhimba	29
Conclusions Générales en termes d'engagements et d'actions pour lesquelles l'appui de Pole Institute est sollicité par les jeunes	31